

Le Burundi menace de quitter le Conseil des droits de l'homme

@rib News, 14/09/2018 Source sda-ats Le Burundi accuse l'ONU d'avoir invité des "criminels graves" à quitter ce pays. Il a rejeté vendredi "l'entière responsabilité" du rapport de la Commission d'enquête indépendante de l'ONU comme un "diktat" de l'UE et menace de quitter le Conseil des droits de l'homme.

Dans leur rapport d'août il y a une semaine, les enquêteurs indépendants de l'ONU ont dénoncé la poursuite en 2018 de crimes contre l'humanité attribués aux forces de sécurité et aux milices de jeunes qui soutiennent le parti du pouvoir. Ils accusent aussi le président Pierre Nkurunziza d'incitation à la haine. Devant la presse vendredi à Genève, le conseiller principal du chef de l'Etat, Willy Nyamitwe a riposté en accusant l'ONU d'avoir invité au Palais des Nations comme représentants de la société civile des "criminels graves" recherchés par la justice burundaise. Ces personnes font partie d'une liste de 34 individus qui font l'objet d'un mandat d'arrêt international pour avoir participé à une tentative de coup d'Etat il y a trois ans. Interrogé sur un éventuel appel aux autorités suisses de les arrêter hors du Palais des Nations, le conseiller de Pierre Nkurunziza a répondu qu'il n'était pas "procureur général". Mais les Etats devraient "mettre en oeuvre" les mandats d'arrêt, a-t-il ajouté. "Acte de guerre" pour le Burundi Sur les déclarations des enquêteurs, M. Nyamitwe a dénoncé des recommandations "politiquement motivées" comme les précédentes conclusions liées aux violences dans le contexte électoral de 2015. Le rapport a été "commandité" par l'UE pour que celle-ci poursuive son plan de "stabilisation" du Burundi, a-t-il dit. Ce responsable cible en particulier la Belgique qui a provoqué les divisions dans le pays. Autre grief, le Burundi avait expulsé au bout de quelques semaines trois experts du Haut-Commissariat aux droits de l'homme mandatés par le Conseil des droits de l'homme. Ces personnes "ne sont jamais venues comme experts mais comme fonctionnaires de l'ONU", dit M. Nyamitwe. Il dénonce un "acte de guerre" et des tentatives d'espionnage. Selon lui, cette mission n'est "plus d'actualité" depuis que le Burundi a une nouvelle Constitution depuis le référendum de mai dernier lors duquel la Commission d'enquête a constaté des violations. Et le gouvernement, dont deux ministres devraient rencontrer la nouvelle Haut commissaire Michelle Bachelet, laisse entendre qu'il n'accueillera plus de nouveaux experts. "Il attend beaucoup d'elle" pour dépolitiser le Conseil des droits de l'homme sous peine de quitter l'instance établie à Genève avant la fin de son mandat de deux ans, prévue dans deux semaines, affirme le conseiller de Pierre Nkurunziza. M. Nyamitwe garantit que les élections de 2020, qui occupent les enquêteurs, auront lieu "dans le calme" et sans Pierre Nkurunziza. Le Burundi "respecte les droits humains" et la sécurité est observée "sur tout le territoire", a-t-il affirmé.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});